

Le Courriel d'information

n°247 – Vendredi 22 juin 2001.

VERS GENES !

Dans ce numéro

En bref...

1- Les violences de Göteborg. Nous avons choisi de publier plusieurs contributions qui nous sont parvenues afin d'enrichir le débat autour des violences de Göteborg. Celui-ci atteint non seulement la France mais aussi la Suisse et la Belgique, l'Angleterre, l'Allemagne et la Grèce parfois par l'intermédiaire de la presse papier. Les faits sont exceptionnels et pour beaucoup marquent un tournant « qualitatif ».

2- Après les incidents de Göteborg. Déclaration d'ATTAC France à propos des problèmes de violence qui ont lieu lors des manifestations à Göteborg. Nous ne laisserons pas criminaliser la contestation de la mondialisation libérale.

3- Genova – Les choses commencent à bouger. L'organisation des rassemblements, des manifestations et du contre-sommet devient de plus en plus claire. En France des actions débutent dont l'une, particulière, consistera à baptiser à notre manière (symbolique et pacifique) le bateau qui se dirigera vers Gênes pour participer au G8 et qui part de St Nazaire aujourd'hui.

4- L'attaque du gouvernement sur des syndicats. Quelque chose va de travers en Corée du Sud. Un président qui gagne la notoriété par la répression des syndicats a reçu le prix Nobel de la paix ... mais des ouvriers combattant pour leurs demandes justes sont en tête des listes de police.

5- Brèves d'OMC. Les négociations vont bon train mêlant les questions commerciales avec l'environnement et les investissements. Bien entendu personne n'est encore véritablement d'accord, mais l'état des débats donne déjà une idée des résultats escomptés.

6- Présidence belge de l'Union européenne. Sous la présidence du ministre belge des Finances, le liégeois Didier Reynders, le Conseil Ecofin (les 15 ministres de l'Economie et des Finances de l'UE) se réunira à Liège, les 22 et 23 septembre 2001. A cette occasion de premières mobilisations s'organisent déjà dans la ville. En voici la présentation.

Les violences de Göteborg

Débat

1- A propos de la violence
Pierre Khalfa

Les incidents de Göteborg posent une fois de plus la question du rapport à la violence.

Attac a fait un choix clair pour la non-violence active. Ce choix repose sur deux présupposés. Le premier est que nous ne pensons pas que l'emploi de la violence puisse aujourd'hui nous permettre d'améliorer le rapport de force que nous voulons construire contre la mondialisation libérale et le capitalisme actionnarial. Mais, second présupposé, ce choix pour la non-violence n'implique en aucun cas d'accepter, notamment lors des manifestations, de se plier aux desiderata des autorités policières et des gouvernements. D'où le caractère actif de nos actions qui peuvent donc à des moments donnés conduire à des vis-à-vis tendus avec la police. Ce comportement est d'autant plus nécessaire



que nos actions doivent à la fois prendre un caractère de masse, primordial si nous voulons créer dans la durée un rapport de force de haut niveau, et être capable de mettre en scène des actions symboliques capables d'en illustrer le sens politique.

C'est dans le cadre de cette orientation qu'il nous faut porter un jugement sur les incidents de Göteborg. Le comportement de groupes minoritaires utilisant la violence systématique dessert la cause qu'ils sont censés défendre. La médiatisation qui en découle est utilisée pour discréditer l'ensemble du mouvement. Pour autant, nous ne pouvons en rester à ce simple constat. La cause première de la violence est le comportement des gouvernements et des institutions internationales qui d'une part affirment vouloir tenir compte de la "société civile" et d'autre part continuent de mettre en oeuvre les mêmes orientations. C'est cet autisme qui est à la source de la radicalisation croissante d'une partie du mouvement et qui permet que la violence apparaisse comme étant la seule solution pour se faire entendre. Le spectacle donné par des sommets bunkérisés, insensibles aux pressions populaires et continuant à déréglementer et libéraliser à tout crin, ne peut que renforcer cette appréciation.

Dans le cas de Göteborg, le plus important est le fait que, pour la première fois en Europe depuis longtemps, la police a fait usage d'armes à feu. Certes, il n'a probablement pas s'agit d'une décision préméditée du gouvernement suédois. Mais nous ne devons pas pour autant banaliser ce comportement qui représente une régression considérable et un danger pour les prochaines manifestations. Un pas a été franchi dans la répression et nous devons affirmer que nous ne l'acceptons pas. Nous devons clairement dire que l'emploi d'armes à feu est inexcusable dans des pays démocratiques pour régler des "problèmes de maintien de l'ordre".

2- La position de Susan George est excellente et elle dit toute la vérité. Sa protestation est indispensable et absolument légitime. Les casseurs ne font pas de politique et ils retournent l'opinion publique contre le mouvement de conscience politique. Il faut donc les mettre à distance et les empêcher de parasiter le mouvement. Toute complaisance à ce sujet, toute hésitation, traduit une orientation incorrecte qui en est resté à la mythologie infantile et contre productive du grand soir. En ce sens, la position de C. Aguiton n'est pas très claire car elle veut noyer la caractérisation politique de la violence de groupes marginaux en lui trouvant des excuses. On voit revenir les vieilles tendances de la LCR des années 70 où on imaginait que la guérilla urbaine formait la conscience des travailleurs, contre-sens grossier auquel la ligue et ceux qui sont passés par elle ou une autre organisation n'ont jamais su renoncer. C'est leur point de faiblesse gauchiste traditionnelle. Je vois donc une différence claire d'appréciation politique entre Aguiton et Susan George. Je souhaite que la discussion de fond lève le problème. Ce serait la meilleure solution.

La préparation des prochaines échéances doit en tenir compte!
Elie C., comme abonné à la liste de diffusion ATTAC.

3- J'aurais aussi voulu réagir par rapport à l'article « J'étais à Göteborg » Par Susan George dernier grain de sable. Je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'on ne peut pas accepter de telle violence dans notre mouvement. Néanmoins je pense qu'on ne peut pas se priver des forces d'extrême gauche (au même titre que les autres). Il faut donc trouver une solution pour les intégrer dans le mouvement afin qu'ils puissent s'exprimer. De plus, bien que la violence des casseurs ne soit pas bénéfique elle permet de rendre compte de la détermination qu'on certaines personnes à détruire le capitalisme même s'il est évident qu'ils n'ont pas trouvé le bon moyen. Pour beaucoup de jeunes casseurs (je sais de quoi je parle j'en ai fait parti), la violence est le seul moyen qu'ils trouvent pour se faire entendre. Nous devons donc trouver pour eux (car sinon ils ne changeront pas de méthode) un autre moyen de garnir les lignes de la presse. Il est claire qu'un simple défilé ne leur suffit pas. Il leur faut une action «choc». A mon avis la meilleure solution est de leur proposer des actions «à la Greenpeace» et les renouveler à chaque sommet. Dans tous les cas, il vaut mieux essayé de les intégrer que les rejeter car ils n'ont pas besoin de notre avis pour se joindre aux manifestations. Ils sont là avec nous et nous devons faire avec. Une dernière petite précision. Tous les casseurs ne sont pas des anarchistes qui refusent tous compromis. Beaucoup sont pour la taxe Tobin en attendant mieux.

Yoann B. Membre d'attac Genève et coordinateur du groupe jeunes-ge

4- Je partage la condamnation de la violence et les critiques des approches "révolutionnaristes" qui confondent radicalité et violence. Mais le bilan est plus contrasté, car nous mêmes sommes ravis de voir les sommets de produire



dans une atmosphère de "forteresse assiégée". Et surtout, il faut pousser le débat sur la nature et la hiérarchie de nos arguments :

1) nous ne devons pas faire le jeu de ceux qui font l'amalgame : il n'y a pas de fatalité qui oblige la presse à mettre tout le monde dans le même sac : Il faut donc analyser les articles et critiquer de façon radicale la presse - surtout quand elle a des prétentions de qualité d'information - quand elle ne rend pas suffisamment compte des manifestations non violentes ; ou quand elle omet de dire que toutes ces manifestations visent, avec des degrés d'agressivité et de visibilité divers, à remettre en cause des réunions jusque là secrètes et à contester les abus de pouvoir de ceux qui négocient en notre nom sans jamais rendre de compte ; ou encore quand elle dénigre les opposants à la mondialisation dite libérale (en les présentant comme "anti-mondialisation" ou en les assimilant aux casseurs) ;

2) Aucun de nos communiqués contre la violence des casseurs, ne devrait omettre d'abord de critiquer la disproportion des déploiements et violences policières - autrement dit, nous ne devons pas être en retrait sur les avancées d'une critique au cas par cas de "la légitimité de la violence d'Etat"...

3) nous devons essayer de réduire les risques de violence - mais en sachant que l'hostilité radicale des organisateurs de sommets feutrés à l'égard de notre mouvement les conduit forcément aussi à une double stratégie récupération/provocation répressive ; nous devons réfléchir à la maîtrise de ce double danger. Cela impose, sur la question des violences, de cerner nous mêmes le plus sereinement possible de façon précise d'où vient la violence, qui la revendique et la prépare précisément - sans exclure le travail de provocateurs - en étant attentifs aux points de vue venant des courants anars et en tentant le dialogue avec eux. Je sais, pour dialoguer il faut être deux... Mais les ponts vers la jeunesse radicale sont décisifs pour l'avenir de notre mouvement...

Catherine Samary

5- Lettre ouverte à Susan George

Chère Susan,

J'ai le plus grand respect pour votre engagement depuis plus de 30 ans et c'est généralement avec le plus grand intérêt que je vous lis. Mais votre "coup de sang" dans le Courriel 246 me paraît très embarrassant et témoigner de cette absence de "pensée politique" que vous reprochez chez ceux que vous désignez de fait comme vos adversaires...

Je précise tout de suite que "je n'étais pas à Göteborg" et que je ne suis ni un apologue, ni un pratiquant de la "violence physique", sous toutes ses formes. Je ne viens donc pas ME défendre et je ne connais personnellement personne qui était en Suède.

Mais il me semble indispensable, avant de condamner ou célébrer les manifestations de violence qui se sont produites, de questionner la notion même de "violence", particulièrement dans le cadre d'un combat politique opposant des forces sociales défendant des positions que l'on peut qualifier de "diamétralement opposées".

Plus gênant encore, vous n'avez pas de mots assez durs pour ces "tyranneaux", qui sont l'objet de la quasi totalité de votre billet d'humeur et ne condamnez pas formellement la riposte policière (vous écrivez au contraire qu'ils étaient "complètement débordés", ce qui est une forme d'absolution). Votre camarade Christophe Aguiton me paraît au moins faire un peu plus la part des choses. De fait, de cette façon, vous renvoyez dos à dos les "belligérants" en présence. Pourtant, dans un cas, les violences me semblent quasi exclusivement tournées vers des biens matériels, appartenant souvent de surcroît aux multinationales prédatrices qu'Attac ne cesse justement de dénoncer ; dans l'autre cas, il s'agit notamment de balles réelles tirées sur des êtres humains. J'ose quand même espérer que vous faites la différence et que, pour vous, la défense de l'intégrité d'une vitrine ou d'une voiture ne vaut pas que l'on s'en prenne physiquement à un être humain. Ou alors, je ne vois pas trop ce que signifie encore mon adhésion à Attac...

Plus généralement, cette réaction qui est la vôtre et qui, manifestement, engage plus que votre propre personne mais la totalité de l'association, ne me paraît pas relever du traditionnel clivage "réformistes / révolutionnaires" mais des moyens qu'on accepte de se donner (et surtout de ceux qu'on se refuse), non pas pour imposer ses idées (Dieu sait si on n'en est pas là !), mais pour les faire véritablement peser sur les décisions qui sont prises par des institutions qui, comme vous le dénoncez fort justement, échappent



totalement à notre contrôle et à celui qui ont mandat de nous représenter.

Depuis la création d'Attac, on peut considérer que notre discours est entendu, qu'il a droit de cité. Mais avec quelle "part de voix", pour employer certes un langage abhorré de publicitaire, mais qui est malheureusement celui qui compte dans les médias ? Il serait malhonnête de dire qu'Attac, la Confédération Paysanne ou autres mouvements amis sont censurés. Nos idées sont même discutées dans pratiquement toutes les grandes instances représentatives.

On peut faire une lecture positive de ce constat. Ce n'est pas mon cas : en 3 ans, qu'est-ce que nous avons REELLEMENT obtenu sur tous les fronts où nous combattons ? La Taxe Tobin ? Il faudrait quand même avoir l'espoir chevillé au corps pour croire qu'on est à la veille de la voir appliquée dans un quelconque coin du globe... L'annulation de la dette du tiers-monde ? Il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que le Courriel ne nous édifie sur les mensonges et les évitements des pays occidentaux en rapport à cette promesse. La mise hors-la-loi des paradis fiscaux ? Si on croit au Père Noël, pourquoi pas ?...

Cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner ces combats et les voies utilisées aujourd'hui par Attac sont utiles. Elles font au moins bouger les mentalités et éveillent bien des consciences (la mienne, par exemple, et je ne vous en serais jamais assez reconnaissant).

Mais à partir du moment où Attac a fait le choix - que je soutiens à 100 %, puisqu'on ne peut pas faire à la fois le constat d'une dépossession du pouvoir des décisions des élus et vouloir en devenir un - de ne pas se constituer en parti politique et de ne pas participer aux élections (ni en présentant, ni en soutenant des candidats), quel pouvoir réel nous reste-t-il, à part celui de notre force de conviction ?

Dans un monde idéal gouverné par la raison, je suis d accord pour dire que cela pourrait (devrait ?) suffire. Malheureusement, ce n est pas le monde dans lequel nous vivons. Ce monde est constitué de rapport de forces qui sont clairement en notre désavantage, je ne vous apprends rien... Nous sommes engagés dans une véritable lutte des classes au niveau planétaire, en défendant globalement les dominés contre les dominants.

L un des seuls lieux qui nous reste encore (pour combien de temps ?) pour exercer notre pouvoir, c est la rue, l espace public, au sens premier du terme. Ce n est pas le champ médiatique, ce n est pas le parlement, ce n est pas l entreprise, ce ne sont pas les diverses instances internationales de type OMC, OCDE, FMI, BM... L espace public a ceci de commun avec ces espaces privés que celui qui finit par imposer ses choix est aussi et surtout celui qui dispose du pouvoir de contrainte, celui qui fait peur à son adversaire, qui inspire la crainte. Cette peur peut prendre plusieurs formes, elle peut avoir plusieurs sources.

Quelle crainte, quelle peur inspire-t-on, aujourd hui ? Celle du boycott ? Malheureusement, elle reste aujourd hui d une portée économique très marginale et sans doute pas médiatiquement aussi forte que l on veut bien se le faire croire (même si ça ne m empêche pas de continuer à boycotter les produits Danone, à titre individuel). Celle des pétitions ? Est-il besoin de développer ?...

A cet égard, le fait que nous obtenions un certain droit de parole dans les médias (mais souvent avec quelle condescendance...) est aussi un signe envoyé par les dominants : Voyez comme nous sommes démocratiques et offrons des tribunes à nos ennemis les plus radicaux ! (cf. les manoeuvres outrageusement démagogiques de Messier avec Val ou Bové) Voyez comme ils sont ingrats et irresponsables de ne pas s en contenter et d user de moyens illicites !

De grâce, Susan, ne rejetez pas ceux qui ne s en contentent pas, écoutez leurs arguments ! Je ne vous demande même pas de les soutenir, mais comprenez qu on puisse aussi être gagné par l exaspération et la rage. Ces sentiments, je les éprouve en moi chaque jour, cette violence, elle fait partie de moi, même si je ne l extériorise pas.

Mais que représente-t-elle, cette violence, au regard de celle que le système capitaliste actuel nous impose chaque jour, qu il impose à des milliards d êtres humains à travers le monde ?

Le hasard a voulu que je lise justement le chapitre du passionnant livre de Naomi Klein (No logo) consacré au mouvement Reclaim The Streets, juste après avoir pris connaissance de votre billet. J ai mesuré alors à quel point cette dimension profondément subversive et provocatrice manquait à Attac. Et je ne pense pas là au caractère spectaculaire et

potentiellement médiatique des actions organisées par RTS : je n'attends rien des grands médias, ils ne nous aideront jamais à diffuser nos idées, qui sont exactement contraires à leurs intérêts. Je pense plutôt à ce sentiment de danger plus ou moins diffus qui imprègne leurs manifestations, danger pour l'autre bord, évidemment. Le mouvement ouvrier n'a jamais été aussi fort et performant (en termes de résultats concrets obtenus : droit de grève, droit syndical, réduction du temps de travail, congés payés, augmentations salariales...) que quand il n'était pas convenable et vécu comme dangereux par le patronat, comme directement attentatoire à ses intérêts.

Qui peut dire que nous inspirons aujourd'hui un tel sentiment à qui que ce soit ? Je crois que ce constat devrait nous faire réfléchir sur nos moyens d'action, au lieu de voler au secours de nos opposants, en dénonçant nos mauvais éléments...

Bien à vous,
Cyril C., adhérent Attac/Paris-Nord-Ouest

6- Je voudrais féliciter Mme Susan George pour son article et son opposition formelle à la violence. C'est courageux de l'écrire, et de le dire comme elle l'a fait récemment sur les antennes de France Inter. Je partage complètement son avis. Si "on doit comprendre l'impatience et les frustrations des centaines de milliers des militants", comme l'écrit plus loin Christophe Aguiton, on ne peut justifier toute sorte d'expression. Les combats gagnés sont ceux qui l'ont été par la non-violence et la force de conviction. ATTAC devrait être très ferme sur ce point, mais je ne suis pas très sure que ce soit le cas pour tous et je m'en inquiète.

Nicole F. (Bruxelles)

7- Neuf mouvements lancent un «Appel contre la terreur policière»
Le Courrier de Genève (21 juin)
Par BENITO PEREZ

A - «Nous ne nous laisserons pas criminaliser!»
Après Berne lundi, c'était hier au tour des mouvements genevois contre la mondialisation néolibérale de réagir au drame de Göteborg. Un «Appel contre la terreur policière» a été transmis à la Mission de Suède auprès des Nations Unies, lors d'une manifestation regroupant une cinquantaine de personnes.

Signé, pour l'heure, par neuf organisations (APCM, Attac-Genève et Gex, CADTM, ContrAtom, CSAB, Viva Zapata, Les Socialistes genevois et solidaritéS. Le conseiller national vert Patrice Mugny l'a signé à titre personnel.), ce texte est appelé à circuler largement parmi le mouvement social, a expliqué au microphone le député de solidaritéS, Pierre Vanek. Des contacts seront pris pour diffuser cet «Appel de Genève» à travers l'Europe.

«C'est la première fois en cinquante ans qu'une police d'un pays européen et démocratique tire à balles réelles sur des manifestants», s'indigne Olivier de Marcellus, soulignant la «gravité» de la situation: «La police a tiré une quinzaine de coups, blessant trois manifestants, dont un se trouve toujours entre la vie et la mort» (lire ci-contre). Réfutant, sur la base des images vidéo, la thèse officielle de la légitime défense, le militant de l'Action populaire contre la mondialisation (APCM) parle de «provocation politique», d'autant plus scandaleuse que «la seule réponse des responsables politiques a été, ces derniers jours, de se concerter pour durcir encore plus la répression!» Les raisons de cette attitude? «Criminaliser le mouvement antimondialisation et faire peur aux manifestants potentiels», affirme M. de Marcellus.

L'analyse est partagée par Pierre Vanek. Citant l'appel diffusé hier, il rappelle que cette stratégie a des précédents: «Il y a une vingtaine d'années, les service secrets italiens n'ont pas hésité à placer des bombes dans les places et les trains pour provoquer, diviser et criminaliser le mouvement populaire de l'époque.» D'où la profession de foi d'Olivier de Marcellus: «Il est crucial que le mouvement reste uni et repousse toute tentative de manipulation.»

B- Débat nourri au sein d'Attac

Les manifestants étaient hier unanimes à appeler le mouvement antimondialisation à plus d'unité devant ce qu'ils appellent la «propagande officielle». Reste que des premières failles sont déjà visibles. La réaction de Susan George aux affrontements de Göteborg, parue lundi dans le courriel d'information d'Attac, fait pas mal de remous. En substance, ce texte «condamne catégoriquement les violences» et s'en prend aux manifestants ayant répondu aux «provocations policières». Pour la très médiatique militante d'Attac, «ces groupes (...) qui viennent aux manifs (...) pour casser (...) divisent le mouvement». «Nous ne pouvons pas construire un mouvement large et populaire sur la base d'une culture de jeunes et de gens qui sont prêts à se faire casser la figure», plaide-t-

elle, avant de conclure: «J en ai assez de ces tyranneaux et je crains que, si on continue à les laisser faire, ils finiront par détruire le mouvement (...).» Et les méthodes répressives de la police? Tout juste apprend-on que «les policiers, complètement débordés, dont on avait détruit les voitures, [ont] tiré de vraies balles et une personne a été gravement blessée».

Présent à la manifestation genevoise, Alberto Velasco, président local d Attac, fait entendre un tout autre discours: «Ce qu a fait la police suédoise est inadmissible. Un policier doit savoir se maîtriser en toute situation. C est cela que Susan George aurait dû dénoncer!» Mais M. Velasco refuse de considérer cette prise de position comme emblématique du mouvement: «Attac s est constitué sur une base minimale - contre les pouvoirs financiers - et plusieurs courants le traversent, dont celui très légaliste et institutionnel de Susan George. D autres, comme moi, pensent que la vraie violence est celle des Etats, qui réduisent leurs politiques sociales, ou celle des multinationales, qui mettent des gens à la rue.»

Une position faisant écho aux propos d un autre militant connu d Attac, Christophe Aguiton. Dans une interview au journal Libération, le Français indiquait lundi «comprendre l impatience et les frustrations des militants [antimondialisation] qui ne voient toujours pas d inflexion dans les politiques». Et de remettre le fardeau des violences sur le dos des gouvernants: «La première question [qu ils] devraient se poser, c est pourquoi la colère monte et comment se donner les moyens d une autre politique.» BPz

C- La vie du blessé ne serait plus en danger

A la demande des manifestants, un représentant des autorités suédoises est venu à leur rencontre. «Je transmettrais le texte de l appel à Stockholm», a promis Johan Borgstam, deuxième secrétaire à la Mission de Suède, avant de s éclipser rapidement. S il a refusé de commenter les tirs à balles réelles - «des investigations judiciaire et administrative sont en cours, comme à chaque fois qu un policier fait usage de son arme» - M. Borgstam s est montré rassurant quant à l état de santé du jeune homme atteint d une balle à l abdomen vendredi passé: «Selon la presse suédoise de mardi, son état est grave, mais stable, sa vie ne serait plus en danger.» BPz

8- Pour celles et ceux que cela intéresse, le collectif étudiant VAMOS vamos-a-gene@ifrance.com a décidé d entreprendre une action très pacifique devant l ambassade de Suède à Paris aujourd hui vendredi à 13h00.

9- En Angleterre la coalition Globalise Resistance a lancé une pétition pour protester contre l attitude de la police suédoise. Globalise Resistance Po Box 29689, London E8 2XR ou www.resist.org.uk ou office@resist.org.uk

Après les incidents de Göteborg

Par ATTAC France

Nous ne laisserons pas criminaliser la contestation de la mondialisation libérale.

Mouvement d éducation populaire tourné vers l action, Attac France n entend ni éluder la question de la violence dans les manifestations, ni manier la langue de bois à son sujet. Pour mieux faire comprendre notre position, rappelons d abord quelques données tant de fond que de conjoncture :

- Attac est un mouvement qui, dans les quelque 30 pays où il existe, a choisi d agir de manière non violente, sans pour autant s incliner a priori devant les impositions d autorités refusant le dialogue (ce qui, précisons-le, n était pas le cas en Suède). Ce choix n est pas susceptible d inflexions.

- Les trois faits marquants de Göteborg, et, pour les deux premiers, extrêmement préoccupants, sont : l utilisation d armes à balles réelles par la police dans une opération de maintien de l ordre, sans précédent depuis des décennies dans un pays démocratique ; l autisme de la Commission et des gouvernements des Quinze qui, malgré le rejet croissant par l opinion des conséquences de la mondialisation libérale, persévèrent dans leur volonté de « libéraliser » à outrance ; enfin l ampleur de la mobilisation – environ vingt mille citoyens venus de nombreux pays, et dans leur immense majorité non violents – qui ont manifesté à l occasion de ce dernier Conseil européen sous présidence suédoise.

Disons d emblée que nous nous désolidarisons totalement des groupes de provocateurs qui ont saccagé le centre ville de Göteborg pendant le contre-sommet. Ce comportement est triplement à rejeter. D abord, il constitue une violation des pratiques de concertation démocratique des coordinations qui se mettent en place à l occasion des grands rassemblements contre les politiques néolibérales des institutions internationales et européennes. Ensuite, par l attention prioritaire



que lui accordent les médias, il permet de passer sous silence les enjeux et l'ampleur de ces mobilisations. Enfin, et plus grave encore, il fournit opportunément des arguments à tous ceux – gouvernements et organisations patronales notamment – qui, inquiets à juste titre du rejet populaire que suscitent leurs politiques, croient y trouver une parade en tentant de criminaliser la contestation d'un ordre social profondément injuste.

Les autorités suédoises portent une sérieuse responsabilité en cette circonstance. Elles n'ont pas respecté l'ensemble des engagements pris avec les organisateurs du contre-sommet en ce qui concerne les modalités d'intervention de la police - dont l'attitude a souvent été provocatrice. Surtout, elles ont laissé tirer à balles réelles sur des manifestants. Nous condamnons solennellement cette « première » dans la gestion des manifestations en Europe.

Plus généralement, c'est l'attitude de la Commission de Bruxelles et des gouvernements de l'Union, réunis en Conseil européen, qui pose problème. Au moment où s'exprime, et pas seulement dans la rue, une forte opposition à la mondialisation libérale, ils ont cru bon, à Göteborg, de demander, avec George Bush, une nouvelle dose de libéralisation des échanges commerciaux en matière agricole, de services, etc., à l'occasion de la conférence ministérielle de l'OMC prévue à Qatar en novembre. Ils donnent ainsi pleinement raison à tous ceux qui les placent dans la même catégorie que le G 8, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et l'OMC : celle des concepteurs et acteurs des politiques néolibérales dont les ravages sont pourtant bien connus, y compris de ces mêmes institutions.

Les décideurs européens et autres n'ignorent rien de l'impopularité de leurs politiques. En les poursuivant comme si de rien n'était, en ne tenant aucun compte des opinions publiques, ils contribuent activement à exacerber les tensions et à dégrader la démocratie, et ils créent de ce fait les conditions d'une criminalisation de la protestation citoyenne. Cet aveuglement irresponsable doit cesser et faire place à une écoute attentive des demandes des sociétés.

Dans les prochains mois - à Gênes en juillet, lors de la réunion du G 8 ; dans différentes villes du monde à l'occasion de la conférence de l'OMC à Qatar de novembre prochain ; pendant la présidence belge de l'UE au second semestre – l'ensemble des mouvements sociaux qui pensent qu'un autre monde est possible et qu'il est urgent de le faire advenir, vont continuer à faire fortement entendre leur voix. Ils le feront avec détermination, en refusant de se laisser prendre en otages, tant par des groupes provocateurs que par des autorités politiques qui s'opposeraient au droit constitutionnel de manifester pacifiquement.

Attac France salue chaleureusement le remarquable travail effectué par Attac Suède et par la coordination qu'elle a animée afin de créer les conditions d'un dialogue public et sans concessions avec les responsables européens, pour la qualité des débats qui ont marqué le contre-sommet, et pour le succès des manifestations non violentes (20 000 personnes le samedi 9 juin) qui constituent la réalité en partie occultée de Göteborg.

Paris, le 19 juin 2001
ATTAC France. attacfr@attac.org

Genova – Les choses commencent à bouger.

Par Grain de sable

Les négociations avancent avec les autorités italiennes. Le Genoa Social Forum débute le 15 juillet et le parcours de la manifestation du 21 juillet semble acquis. On y attend du reste de très nombreuses personnes et des cortèges de l'Europe entière. Vous pourrez retrouver tous les détails à partir du site Internet http://attac.org/genes2001/ et éventuellement nous aider et participer directement.

Les chefs d'état se rencontreront ou dans le palais ducal ou sur le port (Statione Maritima) ou sur un bateau, celui-ci pouvant jouer un rôle pivot éventuellement celui d'hôtel flottant. Or ce bateau n'est pas arrivé à Gênes. Et pour cause il n'est pas encore à l'eau.

« L'European Vision quittera les chantiers de l'Atlantique demain matin samedi ; comme à chaque départ de paquebots, les nazairiens sont légitimement fiers de leur travail, fiers de sa qualité, fiers également de l'impact de l'activité "Construction Navale" pour l'essor de Saint-Nazaire et de sa région.

Ce paquebot va commencer sa carrière en accueillant à son bord à Gènes le sommet du G8 (rassemblement des gouvernements des 8 pays les plus riches du monde), du 19 au 21 juillet.

Comme lors des précédents sommets, et de manière particulièrement opaque, ce "gouvernement du monde" continue d'organiser



au niveau mondial une économie de plus en plus libérale, au service des actionnaires des grandes multinationales, économie destructrice des liens sociaux et culturels, de l'environnement (voir Erika), creusant les écarts entre les pays et à l'intérieur des pays.

Et comme lors des précédents sommets également, de nombreux opposants à cette mondialisation libérale se rassembleront pour exiger la transparence, un changement d'orientation, pour que les politiques mises en oeuvre répondent aux aspirations démocratiques des peuples, l'instauration avec les pays du Sud et de l'Est de relations justes et équitables, ce qui commence par l'annulation de la dette du tiers monde.

Un contre-sommet sera organisé à partir du 15, par différentes O.N.G., accompagné d'actions directes non violentes (la violence de quelques-uns, provoquant immédiatement en retour la violence policière, divise le mouvement social, discrédite leurs idées, occulte les raisons de leur opposition et leurs propositions, n'aide en rien à abolir l'intolérable violence de la mondialisation libérale).

Ce n'est pas la mondialisation qu'il faut combattre, mais la marchandisation du monde et ses dégâts pour les peuples.

Attac 44 et Saint-Nazaire invite ses adhérents, ses sympathisants et tous ceux pour qui "le monde n'est pas une marchandise" à venir saluer le départ de l'European Vision ce soir vendredi 22 juin à 17 h 30 au pied du paquebot auprès de la base de vie. attac44@attac.org »

Dans un autre ordre d idée le collectif national étudiant multiplie les actions diverses et vous invite que vous soyez jeunes ou moins jeunes à y participer.

Le 29 juin, un concert sera donné (musique très variée mais rien qui brise les tympans...) visant à aider financièrement les déplacements vers Gènes. Charbon de la savane, 20 rue de la Duée, 75020 Paris (Métro Télégraphe). Entrée 30FF

Le 30 juin dans les locaux de Sud (23 rue de la Mare, 75020 Paris) à partir de 15h00 des débats seront organisés autour des différentes formes de lutte. On y parlera, soyons en certain, des actions non-violentes directes.

Le 1 juillet ou peut-être le 2 juillet des actions symboliques et non violentes seront organisées sur lesquelles le secret est bien gardé pour le moment. Nous vous invitons à contacter vamos-a-genes@ifrance.com

L'attaque du gouvernement sur des syndicats

Par la KCTU

Rapport émis par le KPSU le 18/6/01
transmis par labourstart [www.labourstart.org]

À la suite d'une grève dans tout le pays lancée par 50.000 membres de KCTU (principale confédération coréenne), le bureau du procureur suprême (SPPO) est occupé à émettre des ordres d'arrestation pour des douzaines de responsables des syndicats. Le vendredi passé à 4h30 du matin, 30-40 policiers ont été déployées aux sièges sociaux de KCTU pour une recherche et saisie et l'arrestation du président DAN Byung-Ho de KCTU. Ils se sont retirés 2 heures plus tard après constat que le président DAN n'était pas dans le bureau. Plus tard l'après-midi à 17h00, la police a pillé le bureau de l'union coréenne d'équipage de vol d'air et a confisqué des documents des syndicats. Depuis plusieurs jours, la police a continué d essayer d'arrêter le président DAN, y compris en l'attendant à une conférence de presse de KCTU et à des sièges sociaux extérieurs.
Pendant que la grève continue en son septième jour, le SPPO a émis des garanties pour le président de KCTU, DAN Byung-Ho, LIE Hong-Woo secrétaire générale, et directeur exécutif des relations extérieures SHIN Hyun-Hoon; Président YANG Kyung-Kyu de KPSU; 3 présidents de branche des syndicats d'hôpital (CHOI Su-Nim, CHOI Kwon-Jong, LIE Bong-Neon); et une foule d'autres dirigeants de KCTU. Déjà, le directeur exécutif de KCTU's de l'organisation et les conflits SHIN Un-Sik ont été arrêtés juin 12, le premier jour de la grève. Encore 8 syndicalistes ont été arrêtés le même jour quand les hélicoptères et les forces spéciales assailloirent violemment une tour où les ouvriers d'usine de nylon de Hyosung faisaient la grève.

Samedi le directeur PARC Ha-Soon de KCTU relations extérieures a été arrêté pendant le rassemblement de 7.000 membres de KCTU et d'alliés d'organisation de tous les secteurs de la société. Le SPPO a émis des mandats d arrêt pour 14 dirigeants de l'union d'équipage de vol KALFCU, qui se sont volontairement présentés à la police à 14h00 vendredi. Chacun des 14 a été soumis à l'interrogation. De ces derniers, 9 ont été libérés tard la nuit suivante et dimanche;



mais 4, y compris le président du syndicat, continueront à être détenus en attendant le jugement. En plus du tout ceux-ci, un certain nombre de dirigeants des syndicats ont été appelés par la police pendant que le gouvernement intensifie ses manoeuvres pour réprimer le mouvement de travail.

Le KCTU interprète l'attaque récente comme une tentative du gouvernement de frapper les forces s'opposant au réglage structurel neoliberal en faveur des milieux économiques et du capital étranger. Commençant la session extraordinaire d'Assemblée nationale en juin en éliminant l'opposition, le gouvernement prépare une loi structurale spéciale d'adaptation des lois du travail de repositionnement vers le travail occasionnel et d'augmentation de l'emploi et des salaires flexibles, et privatise des entreprises publiques, telles que le chemin de fer national.
Lecture entre les lignes

Est-ce ce que le gouvernement coréen appelle " dialogue sincère "? Au cas du KALFCU, la compagnie aérienne n'était jamais intéressée à négocier de bonne foi. Les demandes principales de KALFCU étaient pour la représentation des syndicats au sein des comités liés à la sûreté d'air et pour une fin à la vaste discrimination de salaire entre les pilotes coréens et étrangers. Ces demandes nécessitaient fondamentalement la mise en place réelle de la convention collective d'année dernière, que la direction avait refusé de respecter même lorsque l'union a lancé un appel la Commission centrale de relations.

Sur les médias, président KIM Dae-Jung a à plusieurs reprises fait des discours critiquant la grève, criant à la prétendue " illégalité " et en déformant les enjeux principales. Les employeurs et le gouvernement rendent presque impossible que n'importe quelle union entreprenne une grève " légale ". Le gouvernement a annoncé qu'il projette mettre à jour les lois du travail pour inclure des lignes aériennes dans la catégorie " des services publics essentiels " sujet à l'arbitrage obligatoire. En effet, ceci éliminera les ouvriers de ligne aérienne de leur droit à l'action collective, rendant commodément toutes les futures grèves " légales " impossibles.

KIM Dae-Jung a également affirmé que maintenant n'était " pas le moment " pour une grève parce que le pays souffre une période de sécheresse grave. La confédération coréenne des ligues de fermiers a émis un rapport invitant le gouvernement à cesser d'utiliser la sécheresse comme excuse pour manipuler l'opinion publique et réprimer la grève, et a dénoncé le gouvernement, dont les efforts divisent les ouvriers et les fermiers qui luttent ensemble contre la globalisation neo-libérale et pour que le droit de vivre. Avec de l'ironie, la seule connexion claire entre la grève et la sécheresse était que 2 jours attendus depuis longtemps de pluie ont correspondu aux 2 jours de la grève des pilotes. Le jour où la grève a terminé, la pluie s'est arrêtée.

Critique internationale de " nouvelle culture des relations de travail" de KIM Dae-Jung

Cette seule demi-année, 113 ouvriers ont été déjà emprisonnés pour leurs activités syndicales. En emprisonnant 552 syndicalistes en juste 3 ans 1/2, KIM Dae-Jung a de loin dépassé l'ancien président KIM Young-Sam's (507 syndicalistes en 5 ans) ... et KIM Young-Sam n'était certainement pas compétiteur pour un prix de paix.

Président KIM Dae-Jung peut-il convaincre une communauté internationale concernée par les droits des ouvriers qu'en emprisonnant systématiquement des dirigeants de syndicats il marque l'intérêt du gouvernement pour une " nouvelle culture de travail de gestion " saine?
Veuillez envoyer les lettres de la protestation à KIM Dae-Jung et au bureau du procureur public suprême (SPPO), avec des copies à KPSU.

Président Kim Dae-Jung
Fax: +82-2-770-0202
Email: president@cwd.go.kr

Shin Seung-Nam, Procureur Général
Fax: +82-2-3480-2555
Email: webmaster@sppo.go.kr
Cc: Dan Byung-Ho, Président De KCTU
Fax: +82-2-2635-1134
Email: inter@kctu.org

Yang Kyung-Kyu, Président De KPSU (confédaration)
Fax: +82-2-497-0444
Email: kpsu_international@yahoo.com

Exemple de lettre à copier ou à copier-coller

The right to strike is a fundamental right for all workers!

I'm aware that your government is launching a repressive attack on trade unions that are rightfully opposing neoliberal structural adjustment -- the Korean Confederation of Trade



Unions (KCTU), Korean Federation of Transportation, Public and Social Services Workers' Unions (KPSU), Korean Air Flight Crew Union (KALFCU), Korean Health and Medical Workers' Union (KHMWU), and the list goes on.

The Korean government's abuse of laws on "obstruction of business," forced arbitration in "essential public services," etc., for the purpose of jailing union leaders, is inviting the criticism of those concerned with human rights and workers' rights around the world.

We call your attention to recommendations already made by the ILO's Committee on Freedom of Association:
- to amend the list of essential public services contained in section 71 of the Trade Union and Labor Relations Adjustment Act (TULRAA) so that the right to strike is prohibited only in essential services in the strict sense of the term.
- noting that the legal definition of the infraction of "obstruction of business" under section 314 of the Penal Code is so wide as to encompass practically all activities related to strikes, requests the Government to bring this provision in line with the narrower interpretation given to it by the Supreme Court as well as with freedom of association principles.

We demand that you respect workers' rights and immediately cease your attack on trade unions. Release all detained trade unionists and drop all charges being made against them.
Sincerely,

Nom / Adresse / Signature

Traduction en français Felipe van Kerisbilck, permanent syndical CNE-Bruxelles

Brèves d'OMC

Par omc.marseille@attac.org

A- Le CTD (Comité pour le Commerce et le Développement) de l'OMC reconnaît dans sa contribution à la Conférence Internationale des Nations-Unies sur le Financement pour le Développement qu'il existe un lien entre libéralisation commerciale, croissance économique, développement et réduction de la pauvreté : "Des PVD, dont les moins développés d'entre eux, font face à de sérieux défis, étant confrontés aux coûts de l'ajustement à court/moyen terme de la libéralisation commerciale"

B- L'interprétation d'une transnationale lorsqu'un Etat a l'intention de défendre son droit :

Metalclad a indiqué qu'elle était déçue devant l'intention du gouvernement mexicain de faire appel contre une décision qui l'avait condamné à payer à cette société US des dommages pour l'avoir empêché de construire une usine de retraitement de produits toxiques dans une localité du Nord-Est du pays. Leur volonté de "poursuivre est en lui-même un acte démontrant l'hostilité de ce pays contre ceux qui y investissement en toute bonne foi" !. La société fera elle-même appel.

C- Les conséquences pour l'ALENA de la réduction d'activité aux USA :

Le rapport annuel 2001 de l'OMC prédit en particulier que le Canada et le Mexique, liés tous deux aux USA par l'ALENA, seront durement frappés par la réduction d'activité dans ce pays. [Qu'en sera-t-il alors avec la ZLEA ?] Les économies de l'Asie du Sud-Est asiatique seront particulièrement touchés par la diminution des importations US en équipements de télécoms pour lesquels ils sont les principaux fournisseurs. L'Asie est devenue le premier importateur net mondial, devançant l'Europe.

D- Les USA cherchent à modifier le système actuel de règlement des différends :

Ce plan alternatif pour le règlement des différends multilatéraux pourrait se situer hors de l'OMC. "Cela devrait accélérer le processus et réduirait les obstacles au minimum". Selon eux, la poursuite du différend au sein de l'OMC devrait être "l'option en dernier ressort"

E- Commerce et Environnement :

Une contribution de l'UE, de la Norvège, du Canada, de la Hongrie et de la Suisse a essayé d'identifier les éléments pouvant former une partie de la Déclaration Ministérielle sur l'environnement. Outre la position traditionnellement prise par l'UE sur la défense du principe de précaution et la clarification des règles multilatérales de l'OMC dans les accords multilatéraux environnementaux, cette contribution a aussi apporté son soutien aux PED sur les marchandises interdites. Ceci a généralement été considéré comme un moyen pour l'UE de solliciter le soutien des PED sur sa position sur l'environnement.



De nombreux de divergences demeurent et la prochaine phase devra dépasser l'énoncé de généralités et commencer à s'attaquer aux problèmes spécifiques.

L'Argentine soutenue par le Pérou, la Malaisie et l'Inde, accuse l'UE de mettre en avant les sujets environnementaux comme contre-feux destinés à relacher la pression sur son secteur agricole lourdement subventionné.

Les USA ont dit aux Européens qu'ils ne comprenaient pas ce qu'ils cherchaient en tentant d'introduire le principe de précaution à l'OMC et que pour leur part ils ne voulaient en discuter d'aucune manière. En outre, pour eux la transparence externe devrait faire partie intégrante de toute discussion sur l'environnement.

De son coté, le Pakistan s'éloignant de sa position traditionnelle a déclaré qu'il pouvait concevoir le rôle renforcé du Comité "Commerce et Environnement".

F- Commerce et Investissement :

Un certain nombre de pays, dont l'UE, le Japon et la Corée, sont en faveur de l'inclusion des règles d'investissement à l'OMC. Dans la mesure où les investissements liés aux services sont déjà inclus dans l'AGCS, il semblerait faisable d'étendre les règles de l'OMC à toutes les formes d'IDE.(Investissements Directs à l'Etranger).
Face à cette position, l'Inde, la Malaisie et l'Egypte parmi d'autres restent opposé à l'idée d'un accord multilatéral sur les investissements car des règles contraignantes pourraient réduire les options des PED lors de l'établissement des conditions d'entrée des IDE. Ils ont de plus rappelé que les PED ne sont pas en mesure de prendre de nouveaux engagements commerciaux alors qu'ils sont encore en train d'appliquer les accords de l'Uruguay Round.

Adoptant une position intermédiaire, l'Australie, l'Argentine et le Brésil ont déclaré qu'ils étaient prêts à considérer un régime d'investissement multilatéral à l'OMC en échange de concessions accordées dans les domaine agricole (réduction des subventions à l'export et meilleur accès au marché).

Hong-Kong, Singapour, et l'Afrique du Sud entre autre, bien que trouvant du mérite à un accord sur l'investissement, pense que s'embarquer à ce stade dans des discussions pouvaient avoir des implications négatives sur le processus avant Doha aussi bien que de créer des problème à Doha même.
Les USA restent sceptiques sur les mérites de règles d'investissements à l'OMC.

Il n'y a pas eu pour l'instant de débat pour savoir s'il fallait incorporer un mécanisme de règlements des différends entre investisseurs et Etats dans un tel accord (comme le prévoit le Chapitre 11 de l'Alena et des centaines de traités bilatéraux sur les investissements) .

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org

Présidence belge de l'Union Européenne :

Par Denis Horman

Sous la présidence du ministre belge des Finances, le liégeois Didier Reynders, le Conseil Ecofin (les 15 ministres de l'Economie et des Finances de l'UE) se réunira à Liège, les 22 et 23 septembre 2001.

Un instrument clé de l'Europe libérale

En liaison étroite avec la Banque centrale Européenne et la Commission européenne, Ecofin veille à supprimer le maximum d'entraves au « bon fonctionnement du Marché et de la Finance ».

Au niveau économique, Ecofin veille, en liaison avec la Commission, à l'application par chaque Etat des « GOPE » (grandes orientations de politiques économiques).

En 1998, les GOPE ont donné le ton : « Pour obtenir les résultats voulus, un élargissement de l'échelle des salaires vers le bas suppose une réduction de 20% à 30% du coût salarial des activités peu qualifiées, comme cela a été le cas par exemple aux Etats-Unis dans les années 1970 et 1980. En outre, pour être efficace, une telle mesure nécessiterait en Europe une réduction équivalente des allocations de chômage et des prestations sociales afin d'éviter « le piège de la pauvreté ».

Les GOPE 2001 sont arrivées en avril. Comme chaque année, depuis le Traité de Maastricht, elles annoncent les nouvelles restrictions qui doivent être exécutées par les gouvernements nationaux des quinze pays membres de l'UE. C'est édifiant !



Il faudra encore serrer davantage la vis aux chômeurs et précaires : « Pour favoriser l'accroissement de l'offre de travail, il faut veiller à ce que le cadre réglementaire encourage les gens à entrer ou à rester sur le marché du travail. Il convient en particulier de poursuivre les incitations financières à accepter ou à conserver un emploi. Afin d'améliorer les perspectives des travailleurs sans emploi et des personnes inactives, il est nécessaire de recourir à des politiques actives et ciblées ». Les recommandations pour la Belgique, en ce qui concerne les chômeur(euse)s âgé(e)s précisent : « réviser à la baisse les prestations les plus élevées et revoir le statut spécial dispensant les chômeurs de plus d'un certain âge (plus de 50 ans) de chercher activement un emploi ».

Pour les Services publics, « il est nécessaire d'améliorer la concurrence sur les marchés des biens et des services, en particulier dans le cas des services publics et des services financiers(…). IL incombera aux Etats membres d'assurer l'application effective de la législation du marché intérieur et d'encourager une plus grande concurrence ». C'est le cap sur plus de privatisations encore !

Chaque Etat est donc doté de « recommandations spécifiques » qui, si elles ne sont pas exécutées, se traduisent par un blâme. Ainsi, en février 2001, la petite Irlande – qui représente à peine 1% du PNB des 12 pays membres de la zone Euro- a essuyé le tir groupé de la Commission européenne, d'Ecofin et du ministre belge des Finances, qui préside pour un an l'Eurogroupe (les 12 pays de l'Euro, la Suède, présidente de l'UE pour le premier semestre n'en faisant pas partie). Quel crime avait donc commis l'Irlande ? Elle s'était autorisée, entre autres, des améliorations pour les salaires et les revenus d'existence !

Au Sommet de Stockolm des 22 et 23 mars dernier (sous présidence suédoise), Ecofin s'est emparé du thème du vieillissement de la population pour faire de l'équilibre financier des régimes publics de retraite et de soins de santé le 5ème critère du Pacte de Stabilité de la Monnaie unique. Si ça continue ainsi, vieillir et se soigner sera un cauchemar pour toutes celles et ceux qui auront subi une longue période de chômage et de précarité.

Au niveau européen, l'accord au sein d'Ecofin, en novembre 2000, et portant sur « l'harmonisation de la fiscalité des revenus de l'épargne » est en grande partie de la poudre aux yeux. En effet, il ne vise pas les actifs les plus rentables (les actions et les plus values générées par la spéculation boursière) ; il ne s'en prend nullement aux paradis fiscaux ; il prévoit la levée généralisée du secret bancaire au sein de l'UE pour…2010. Mais cette mesure est conditionnée par la levée du secret bancaire dans les paradis fiscaux, liés à des pays de l'UE (ex. les îles anglo-normandes) ou encore des « pays tiers » (Suisse…). On n'est donc pas sorti de l'auberge !

La Belgique, qui va présider l'UE de juillet à décembre 2001, est un bon élève d'Ecofin. En témoigne la réforme fiscale, proposée par le ministre des Finances, Didier Reynders, avalisée par le gouvernement et soutenue par la majorité parlementaire en octobre 2000.Cette réforme accentue encore davantage la nature profondément injuste et inégalitaire du système fiscal belge : cadeaux aux hauts revenus, crédits d'impôts modestes aux plus faibles revenus (en lieu et place d'une augmentation des revenus !), paradis fiscal belge pour les grosses fortunes (pas de cadastre sur les patrimoines mobiliers, ni à fortiori d'impôts sur les grosses fortunes , sur les plus values boursières).

Mobilisations

Pas question de laisser triompher ce Marché Unique européen qui nous domestique ! Plus question de laisser les mains libres à ces institutions qui décident pour nous, sans nous, contre nous !

Comme à Nice, en décembre 2000, à l'instar du « collectif pour une autre Charte » (qui était soutenu par de nombreuses organisations, mouvements : Attac, les Marches Européennes, Droits Devants, des secteurs syndicaux, des partis – les Verts, PCF, LCR- etc), il est temps, pour nous aussi, de s'unir et de formuler des objectifs à la hauteur des enjeux pour une autre Europe.

Alors que les droits sociaux fondamentaux (droit à la pension de retraite, droit aux allocations de chômage, droit au revenu minimum, etc.) sont exclus de la Charte des droits fondamentaux de l'UE qui doit devenir le préambule de la Constitution européenne en 2003, il s'agit d'exiger, comme à Nice, que ces droits soient explicitement et sans ambiguïté inscrits dans la Charte avant qu'elle ne fasse partie intégrante d'un « Pacte constitutionnel ».

La présidence belge de l'UE offre l'occasion d'exiger du gouvernement fédéral une double démarche : proposer des directives précises au



niveau européen et concrétiser certaines mesures sur le plan national.

C'est l'occasion, pour la Belgique, de proposer des directives, au niveau européen, en vue de l'harmonisation fiscale en général et des revenus du capital en particulier, pour une justice financière internationale. Par exemple, une directive abolissant les secret bancaire fiscal, obligeant ainsi les Etats à échanger périodiquement les informations sur tous les revenus générés par les produits financiers, y compris les plus-values. Une directive établissant un dispositif de sanctions à l'égard des paradis fiscaux et des centres offshore.

Le moment n'est-il pas venu également d'aller au-delà du « lancement d'une étude sérieuse sur la faisabilité de l'instauration de la taxe Tobin » (Memorandum de la CES, de la FGTB et CSC à la présidence belge de l'UE) ? L'ouvrage « Révélation$ » de Denis Robert et Ernest Backes sur la société de « routage financier » Swift et les deux chambres de « compensation internationales », Clearstream (Luxembourg) et Euroclear (Bruxelles) prouve que toutes les transactions financières internationales sont enregistrées sur micro-fiches ou disques optiques et conservées au sein des chambres de compensation et dans les archives de Swift. Dès lors, comme le souligne « l'Appel de Bruxelles pour une justice financière internationale », « les mouvements de fonds à partir des paradis bancaires et fiscaux peuvent être facilement reconstitués, ce qui offre les outils nécessaires à la lutte contrer la criminalité financière et la prolifération des paradis fiscaux. Pour la même raison, le contrôle et l'établissement d'une taxe sur les transactions financières sont grandement facilités ». La taxe Tobin sur les transaction financières internationales est techniquement possible. Manque la volonté politique. A nous de l'imposer !

La Belgique reste un des derniers pays de l'UE avec un secret bancaire, sans cadastre des patrimoines mobiliers (financiers), sans impôt sur la fortune. Comme le souligne le rapport de l'atelier fiscalité, lors de la journée de réflexion Attac Wallonie-Bruxelles, « l'opposition de la Belgique à la levée du secret bancaire est d'une totale absurdité dans un pays où l'arriéré des sommes à recouvrir par l'administration fiscale ne cesse d'augmenter d'année en année (879 milliards au 31 décembre 2000). Cela sans parler des sommes qui échappent à l'impôt avec la complicité des institutions bancaires ».

Comme l'ont souligné les deux organisations syndicales belges, la FGTB et la CSC, dans une note commune, « l'Union Européenne ne peut toutefois pas toujours servir d'alibi ; certaines mesures peuvent être prises à l'échelle belge pour assurer une meilleure connaissance de certains revenus et, par ce biais, une meilleure contribution de ces revenus aux recettes de l'Etat ». Et de citer la suppression du secret bancaire, la suppression des actions et autres titres au porteur, la mise en place d'un régime d'imposition des plus-values, etc.

Le moment serait donc bien approprié pour la Belgique de faire un geste dans ce sens.

Il ne sera pas spontané. C'est en tout cas le moment et de la responsabilité d'ATTAC, avec la présidence belge de l'UE, avec la réunion d'Ecofin à Liège en septembre et surtout le sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement en décembre à Laeken-Bruxelles, d'unir le maximum d'organisations sociales, citoyennes et politiques pour une autre Europe, une Europe sociale, écologique, démocratique et solidaire.

Denis Horman, Attac-Liège. Liege@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Vendredi: BE: DURBUY – ES: BARCELONA – FR : LILLE – VILLEFRANCHE – JONZAC – MOUTHIERS / BOEME

Samedi : BE : DURBUY – ES: BARCELONA – FR: RAMBOUILLET – DOUAI – PARIS 19 – PARIS 11

Dimanche : BE : LIEGE – DURBUY – ES: BARCELONA – FR: BRETIGNY SUR ORGE – BAGNOLS – PARIS 11

Lundi: BE: LIEGE – ES: BARCELONA

Mardi: FR: GUERET – PARIS 11 – MONTIGNY LES METZ